Ref : Télémarc/DD

**Objet : application électronique pour les marchés publics wallons - Télémarc**

Monsieur, Madame le bourgmestre,

Monsieur, Madame le Secrétaire communal,

L’arrêté royal du 20 juillet 2005 relatif aux marchés publics\(^1\) dispose que « dès qu’un pouvoir adjudicateur a accès électroniquement à des renseignements destinés à vérifier la situation personnelle des soumissionnaires, il doit les dispenser de les lui communiquer » (l’effet de simplification administrative).

L’application **Télémarc** permet aux services pouvoirs adjudicateurs de consulter de manière électronique des banques de données fédérales détenant les renseignements requis dans les cahiers de charges des marchés publics. Les renseignements accessibles actuellement sont les comptes annuels auprès de la BNB, les dettes sociales auprès de l’ONSS, l’attestation de qualité TVA et les attestations de non-faillite ou autres situations juridiques auprès de la BCE. De nouvelles attestations, comme les dettes fiscales et l’agrément des entrepreneurs, seront disponibles à terme.

Les institutions **fédérales, régionales et communautaires** ont déjà accès à cette application dans le contexte des marchés publics respectivement depuis 2005 et 2007. Nous sommes désormais en mesure de donner le même service électronique aux pouvoirs publics locaux dans une version améliorée de Télémarc 2.9.

La consultation électronique s’opère via un guichet électronique appelé **Digiflow**. Les services adjudicateurs doivent obtenir une autorisation d’utiliser ce guichet pour accéder aux renseignements offerts par Télémarc. Pour ce faire, il suffit de désigner un gestionnaire des accès –et éventuellement un gestionnaire pour l’application Télémarc en particulier–, qui aura pour tâche de désigner, en temps opportun, les agents appelés à utiliser l’application électronique dans le cadre de procédures de marché public. Le gestionnaire peut également être désigné pour d’autres applications.

---

\(^1\) Arrêté Royal du 20 juillet 2005 modifiant trois arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB 22 août 2005).
Ces désignations s'opérent auprès de M. Stéphane Ochendzan du Service Public Wallonie - DG05, Direction de la Prospective, soit par mail stephane.ochendzan@spw.wallonie.be, soit par téléphone au 081/32.36.73.

L'accès à l'application Télémarc suppose l'usage d'un token ou de la carte d'identité électronique. Il permet de procéder par requête multiple, générer un PDF de résultat, et la version Télémarc 2.9 dispose de nouvelles fonctionnalités :

- un numéro unique de marché public, composé de votre numéro d'entreprise, d'un acronyme générique (pour les communes il est défini par défaut par COM ou GEM) et d'une référence propre au marché ;
- les numéros d'entreprise des communes sont téléchargés dans l'application ;
- une gestion décentralisée et individuelle des utilisateurs grâce au cadastre des pouvoirs adjudicateurs, à l'aperçu des profils d'utilisateurs et aux rapports de consultation.

Nous vous invitons à prendre connaissance des manuels destinés aux gestionnaires et aux utilisateurs de l'application en les téléchargeant sur www.chancellerie.belgium.be, ASA, projet Télémarc.

Des faq's sont également à votre disposition pour répondre aux principales préoccupations des agents communaux. En cas de difficultés, ils peuvent s'adresser à l'Agence pour la Simplification Administrative (asa@premier.fed.be), à la Chancellerie du Premier Ministre (4 rue Ducale à 1000 Bruxelles) et pour les questions techniques auprès du Service Public Fédéral ICT (serviceodesk@fedict.be).

L'ASA prévoit également d'organiser des sessions d'information et de formation des fonctionnaires qui seront amenés, soit à utiliser l'application, soit à remplir le rôle de gestionnaire des accès. Le service des marchés publics du Premier Ministre, la Direction générale opérationnelle Action sociale, Santé et Pouvoirs locaux de Wallonie et l'Union des Villes et des Communes de Wallonie sont associés à ses sessions.

Nous vous remercions d'avance de l'usage que vous ferez de cette application qui constitue un potentiel de simplification important pour vos clients et vos agents.

Dominique De Vos

Directrice générale adjointe de l'Agence pour la Simplification Administrative